



ETAT, METIERS EN TENSION – Affaires juridiques

Chargée/Chargé de rédaction juridiques

Mission déterminante de l'administration

La plus grande partie de travail de l'administration d'État dans les régions, tourne autour des questions juridiques. Hormis les services très spécifiquement techniques, le rôle de l'administration est d'appliquer et de faire respecter des textes réglementaires et des dispositions juridiques adoptées à l'échelon national.

Dans les services préfectoraux, les décisions qui sont prises ont une portée juridique immédiate pour les citoyens. Par exemple pour autoriser une manifestation sportive, un arrêté du préfet est nécessaire. Ce texte aura des conséquences pour l'organisateur de la manifestation, pour les participants, et pour les usagers du domaine public. Une procédure est à suivre, définie par des textes qu'il faut connaître, des préconisations à détailler et des normes à rappeler.



Le rôle du service juridique

Auparavant, le recours au service juridique était exceptionnel, motivé par le besoin d'une expertise sur des points délicats. Le foisonnement législatif de ces dernières décennies pousse les autres services à venir consulter le service juridique plus fréquemment pour des questions courantes. La réduction des effectifs amplifie la tendance : on vient solliciter le service juridique parce que l'on n'a plus le temps, dans son propre domaine de compétence, de connaître toute la réglementation à mettre en œuvre.

C'est un service d'appui et d'expertise. En premier ressort, chaque service assure l'information et l'application de la réglementation dans son domaine de compétence (environnement, accueil des étrangers, utilisation de l'espace public, etc.). Les agents connaissent les lois et règlements qu'ils ont la charge d'appliquer.

Ce n'est que lorsque des problématiques spécifiques apparaissent ou quand le dossier devient délicat sur le plan juridique qu'intervient le service juridique, le plus souvent à la demande du service gestionnaire du dossier, dans la plupart des cas en appui

pour un contentieux.

Spécificités de la Seine Maritime : la préfecture de région Normandie a choisi l'option de la mutualisation des moyens du service juridique au profit des autres services.

Très souvent dans les préfectures la fonction juridique est rattachée à la direction qui s'occupe du contrôle de légalité. En Seine Maritime, le choix de privilégier le caractère interministériel de la fonction juridique permet d'élargir le champ d'action du service et d'avoir une approche réellement transversale, en accord avec les besoins modernes de l'administration d'État.

"Le service juridique est rattaché à la direction de la coordination interministérielle. Ainsi nos collègues de tous les services de l'État (préfecture, sous-préfectures, directions régionales et directions départementales interministérielles) ont la possibilité de nous saisir quand ils ont besoin de notre appui" indique Dominique Nguyen-Thanh cheffe du bureau des affaires juridiques de la préfecture 76.

Les données de l'INSEE

Quatre professions font partie du domaine des affaires juridiques : les cadres spécialistes des ressources humaines et du recrutement, les juristes, les techniciens administratifs des services juridiques ou du personnel et des services comptables et les employés qualifiés des services juridiques.

Les 130 agents de l'État qui exercent dans les affaires juridiques sont très peu nombreux et dispersés dans tous les ministères. Ce faible nombre s'explique par le fait qu'ils ne sont pas identifiés en tant que tel (par exemple, le personnel s'occupant des affaires juridiques à l'INSEE est identifié comme contrôleur ou attaché statisticien et non pas juristes). Les agents de l'État exerçant dans ces professions juridiques travaillent essentiellement dans les arrondissements de Rouen et Caen.

NB : Les métiers sont issus du répertoire interministériel des métiers de l'État (RIME). Les données statistiques sont issues du système d'information sur les agents des services publics (SIASP) et l'INSEE qui utilise la nomenclature des professions et catégories sociales (PCS). Il n'y a pas de table de correspondance entre les métiers RIME et les PCS. Ainsi, les statistiques présentées ici ne correspondent pas totalement au métier du RIME.

Voir graphique et tableau par suivante

Le poste : Rédiger des textes réglementaires – Appliquer la réglementation – Conseiller juridique

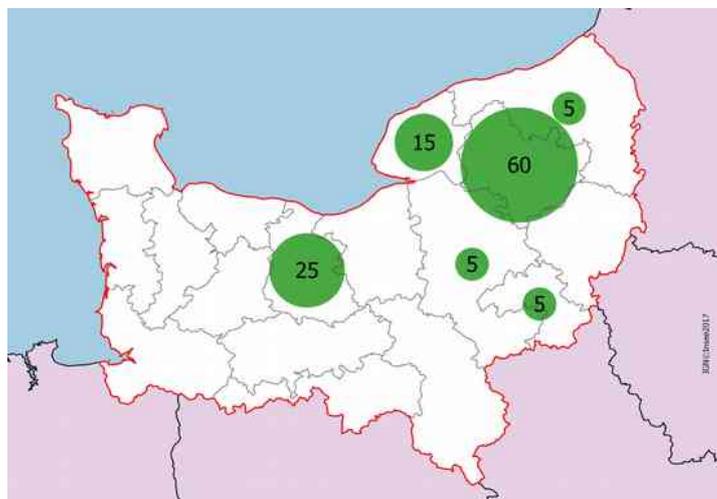
Vos qualités : Rigueur – Précision Capacité de synthèse

Les métiers en tension : 10 fiches qui présentent des fonctions au fort potentiel de recrutement. Des postes en région pour les services déconcentrés de l'État
Pour tous les niveaux : du CAP, BAC à BAC + 5 et doctorats. Pour certains postes d'exécution, des possibilités de recrutements sans concours.

SGAR de Normandie plateforme-rh@normandie.gouv.fr – www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie

ETAT, METIERS EN TENSION – Affaires juridiques

Près de la moitié des agents des affaires juridiques dans l'arrondissement de Rouen
Répartition des agents de l'État du domaine des affaires juridiques par arrondissements en Normandie



130 agents de l'Etat dans les affaires juridiques

Effectif de la fonction publique d'Etat en Normandie et répartition par âge

	Effectif	Répartition par tranche d'âge		
		Moins de 35 ans	35 à 54 ans	55 ans ou plus
Affaires juridiques	130	12%	71%	17%
dont Techniciens administratifs des services juridiques ou du personnel	85	5%	74%	21%

Source : Insee, SIASP 2015 – nombres arrondis

Interactions avec l'environnement socio-économique

Tous les autres services d'une préfecture, mais aussi les autres services de l'État (directions régionales et directions départementales interministérielles) et les collectivités locales (communes, département, région).

Autres appellations du métier

Assistant(e) juridique
Chargé(e) de rédaction juridique
Chargé(e) de l'élaboration de la réglementation, du suivi de son application et du contentieux
Rédacteur(e) contentieux
Rédacteur ou rédactrice juridique

Les missions

La ou le Chargée/Chargé de rédaction juridique au cœur de la réglementation

Les rédacteurs juridiques exercent dans un contexte d'augmentation de la responsabilité de l'État ; modernisation de l'administration ; de mutualisation des moyens et de développement de l'inter ministérialité.

Mission principale : l'élaboration de décisions administratives dans des domaines très variés et spécifiques et la rédaction des documents associés pour leur application, participation à la veille normative et juridique dans leur spécialité et à l'élaboration des documents et supports de communication.

Suite : instruire des dossiers juridiques et assurer le suivi des procédures contentieuses. Aider à l'application de la réglementation. Expliquer la législation et la réglementation

Parfois : rédiger des mémoires destinés à défendre son administration lors de procédures contentieuses en présence d'avocats adverses. Suivre les différentes phases des procédures administratives et d'instruction des dossiers contentieux.

Exercice des missions

Travail de bureau sédentaire.

Devenir Chargée/Charge du pilotage et de la gestion des ressources budgétaires

Le plus souvent recruté sur concours de catégorie B au grade de Chargée ou Chargé de rédaction juridique accessible avec le BAC, le Chargé de rédaction juridique n'a pas besoin d'une formation en droit très poussée. Les réflexes s'acquièrent par l'expérience et par une formation spécialisée. Un bon niveau scolaire, un bagage culturel et la connaissance de l'environnement administratif sont nécessaires.

Dominique Nguyen-Thanh nous indique : "En Préfecture, je ne suis pas convaincue qu'il faille des prérequis juridiques très poussés pour être un bon rédacteur juridique. Cela s'apprend. Du moment que l'on a son pré carré, son domaine de spécialité, on connaît les articles que l'on doit appliquer. Au début, le tutorat permet d'assurer cette spécialisation ... Vu le nombre de thématiques à gérer au sein d'une préfecture, il serait difficile d'être performant dans tous les domaines. Une spécialisation et la pratique de terrain sont nécessaires."

Si une formation en droit est un plus, elle n'est pas indispensable, les services recruteurs assurant la formation spécifique pendant au moins les six premiers mois d'exercice.

Pré-requis ou objectifs de formation sur le terrain

Une bonne connaissance générale du droit (public, privé, communautaire et international) ainsi que la maîtrise de l'organisation administrative et du fonctionnement des services de l'État sont des compétences inhérentes à ce métier.

Utilisation des outils de recherche et référentiels juridiques.

Connaissance des règles de la procédure administrative et contentieuse

Capacités de rédaction (synthèse, syntaxe et orthographe).

2 - La mobilité, une démarche de recrutement

La loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels reconnaît aux agents le droit à la mobilité (y compris inter-fonction publique). Il en résulte la construction de parcours professionnels cohérents et enrichissants qui répondent à la fois aux besoins des services et aux aspirations personnelles des agents.

Correspondance métier RIME : chargée/chargé de rédaction juridique - FP2JUR03

Ce métier vous intéresse, consultez

Définition officielle du métier : <http://www.fonction-publique.gouv.fr/biep/repertoire-interministeriel-des-metiers-de-letat>

Opportunités d'offres d'emploi, modalités de concours et calendriers annuels : <https://www.place-emploi-public.gouv.fr/>

Remerciements : Madame Dominique Nguyen-Thanh, cheffe du bureau des affaires juridiques de la préfecture de la Seine-Maritime

Toutes les fiches métiers en tension : <http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/Region-et-institutions/Organisation-administrative-de-la-region/Ressources-Humaines-et-Action-Sociale/La-PFRH-Plateforme-Ressources-Humaines/Les-metiers-en-tension> ou <https://urlz.fr/a18x>